

Informations économiques d'Afrique de l'Ouest anglophone

Semaine 5, du 28 janvier au 3 février 2019

- Régional : Classement Transparency International 2018 stable en Afrique de l'Ouest anglophone ;
- Nigéria : L'étude de faisabilité du projet de gazoduc Nigeria-Maroc serait terminée ; OCP Africa entend intensifier son action au Nigéria ; levée de 100 MUSD par la startup nigériane Andela spécialisée dans l'externalisation de services informatiques ; signature de l'ordre exécutif 007 : lancement de 19 projets de routes portés par 6 entreprises ; annonce du lancement des travaux de la ville nouvelle d'Alaro par le gouverneur Ambode ;
- Ghana : Le stock de la dette publique a augmenté de près de 25% en un an ; une délégation de Renault a rencontré le Président ghanéen ;
- Libéria : Lors son discours sur l'état de la Nation le Président George Weah note des progrès dans la mobilisation des ressources internes ;
- Sierra Leone : Lancement d'un code de gouvernance des entreprises ; le taux de pénétration internet s'élève à 13%.

Régional

Classement Transparency International 2018 stable en Afrique de l'Ouest anglophone.

Pays	Score CPI 2018 (/100)	Evolution du score CPI entre 2017 et 2018	Evolution du rang CPI entre 2017 et 2018	Rang CPI 2018 (180 pays)
Nigéria	27	0	+4	144
Ghana	41	+1	+3	78
Libéria	32	+1	+2	120
Sierra Leone	30	0	+1	129

[Les indices de perception de la corruption \(CPI\) des pays de la zone stagnent](#), après leur dégradation l'année dernière et la chute conséquente dans le classement total. Bien que le Ghana et le Libéria gagnent un point par rapport à 2017 et que les quatre pays montent légèrement dans le classement, ces améliorations restent trop faibles pour en déduire une tendance claire. Pour comparaison, le CPI moyen de l'Afrique (49 pays) est de 32, constant depuis 2017. Les Seychelles (CPI : 66, 28^{ème} place) occupent la première place sur le continent et la Somalie (10, 180^{ème}) la dernière. Le CPI de l'Afrique du Sud est de 43 (73^{ème}), celui du Kenya de 27 (144^{ème}) et de la Côte d'Ivoire de 35 (105^{ème}).

Nigéria

L'étude de faisabilité du projet de gazoduc Nigeria-Maroc serait terminée.

Le ministre des Ressources pétrolières, Ibe Kachikwu, a annoncé que [l'étude de faisabilité du projet de gazoduc de 5 660 km entre le Nigéria et le Maroc avait été finalisée en juillet 2018 et que la phase 1 d'ingénierie et de conception préliminaires \(FEED\) devrait être terminée d'ici la fin du premier trimestre 2019](#). Cette annonce, confirmée par Maikanti Baru, Directeur général délégué de la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), a été faite lors du *Nigeria International Petroleum Summit* organisé du 27 au 30 janvier à Abuja. Pour rappel, [après une annonce officielle conjointe en décembre 2016 par Muhammadu Buhari et Mohammed VI, des accords avaient été signés en juin 2018](#) à Rabat pour la construction d'un gazoduc reliant les deux pays. Ce dernier permettrait au Nigéria de fournir du gaz à au moins 15 pays d'Afrique de l'Ouest et de relier le gazoduc déjà existant entre le Maroc et le continent européen. Pour information, selon la NNPC le volume moyen de gaz torché au Nigéria au mois de novembre 2017 représentait 11% du volume total de gaz produit.

OCP Africa entend intensifier son action au Nigéria.

[OCP Africa souhaite construire deux usines d'engrais industriels au Nigéria pour un montant total d'1 Md USD](#) a annoncé le Directeur général de l'entreprise, Muhamed Hettiti. Ces usines permettront de réduire les importations, notamment

de phosphate (DAP), en provenance du Maroc et de stimuler la production locale d'engrais, à base d'ammoniac plus particulièrement. Selon Muhamed Hettiti, l'OCF a également l'intention de construire deux usines de mélange dans les Etats d'Ogun et de Kaduna pour une mise en opération en septembre 2019. Le groupe OCF (anciennement Office chérifien des phosphates) est un groupe marocain fondé en 1920, il est détenu à 95% par l'Etat marocain et à 5% par la Banque centrale populaire. En 2016, à l'occasion d'une rencontre entre Mohammed VI et Muhammadu Buhari, [l'OCF avait signé avec Dangote Industries Limited un partenariat pour la création d'une plateforme de production d'engrais](#) à Jorf Lasfar au Maroc et sur la *Lekki Free Trade Zone* au Nigéria. Un protocole d'accord pour le développement du marché des engrais avait également été signé avec l'Association nigériane de producteurs et de distributeurs d'engrais (FEPSAN).

Levée de 100 MUSD par la startup nigériane Andela spécialisée dans l'externalisation de services informatiques.

Créée en 2014, Andela forme des équipes de développeurs informatiques africains mises ensuite à disposition des entreprises qui souhaitent externaliser leurs services d'ingénierie informatique. Conduit par la société américaine d'investissement Generation Investment Management, [le quatrième tour de table \(serie D\) de la startup lui a permis de lever 100 MUSD](#) de capital-risque et porte ainsi son financement total à 180 MUSD. Selon Andela, 1100 développeurs informatiques ont été embauchés depuis ses débuts. Pour rappel, [les investissements en capital-risque dans les startups africaines auraient atteint 726 MUSD en 2018](#), dont 134 MUSD (18%) au Nigéria.

Signature de l'ordre exécutif 007 : lancement de 19 projets de routes portés par 6 entreprises.

La ministre des Finances Zainab Shamsuna Ahmed a annoncé que six acteurs du secteur privé (Dangote Industries Limited, Lafarge Africa Plc, Unilever Nigeria Plc, Flour Mills de Nigeria Plc, Nigeria LNG Limited et China Road and Bridge Corporation Nigeria Ltd) pourraient investir dans 19 projets routiers à travers 11 Etats, pour un total de 794 km. Ces projets font partie de la phase pilote d'un [programme initié par le décret exécutif 007](#) signé par le président Muhammadu Buhari, qui permet aux entreprises privées de construire des routes au Nigéria puis d'être payées sous forme de crédit d'impôt. Pour rappel, la proposition de Budget 2019 de l'exécutif prévoit une diminution en valeur absolue de près de 30% des dépenses en capital par rapport à 2018. Elles ne représenteraient alors plus que 23% des dépenses totales, contre 31,5% dans le précédent budget.

Annnonce du lancement des travaux de la ville nouvelle d'Alaro par le gouverneur Ambode.

Le gouverneur de l'Etat de Lagos, Akinwunmi Ambode, a annoncé [le lancement des travaux d'Alaro, une ville de 10 km² située dans la zone libre de Lekki](#). Ce projet a été lancé à la suite d'un accord de coentreprise signé en 2015 entre l'entreprise américaine Endeavour, spécialisée dans la construction de zones urbaines nouvelles en Afrique, et l'Etat de Lagos. Portant initialement sur 250 hectares (ha), le projet a été étendu à 1000 ha en 2016 par un nouvel accord. La zone libre de Lekki s'étend sur plus de 16 500 ha et comprend notamment une zone de libre-échange et un port en eau profonde. Il ne s'agit pas du premier projet de ville nouvelle dans la région de Lagos. Pour rappel, l'Ek o Atlantic City, projet couvrant 10km² gagnés sur la mer et protégés par une digue de 8,5 km de long, a été lancé en 2007. Il est développé par South Energyx, filiale du groupe Chagoury en partenariat avec l'Etat de Lagos.

Ghana

Le stock de la dette publique a augmenté de près de 25% en un an.

Les dernières statistiques publiées par la Banque du Ghana (BoG) montrent que [le stock de la dette publique est passé de 139,3 Mds GHC \(27 Mds EUR\) en novembre 2017 à 172,9 Mds GHC \(34 Mds EUR\) en novembre 2018](#), soit une hausse de 24% en 12 mois. La dette publique ne représentait en fin d'année dernière que 58% du PIB, mais ceci après le rebasage intervenu en octobre. La récente réévaluation du PIB, se traduisant par une augmentation comptable de 25%, a en effet entraîné mécaniquement une réduction du ratio dette/PIB.

Une délégation de Renault a rencontré le Président ghanéen.

A l'occasion d'une visite au Ghana, une délégation du groupe Renault conduite par son vice-Président Afrique-Moyen Orient-Inde, Fabrice Cambolive, a rencontré le Chef de l'Etat ghanéen Nana Akufo Addo et son ministre du Commerce et de l'Industrie. Sans qu'aucune décision ne soit à ce jour prise, [la possibilité de créer une unité de montage de véhicules était au menu des discussions](#). Pour rappel, Volkswagen, à l'occasion de la visite en fin d'année dernière de la Chancelière allemande, Nissan et Sinotruk ont déjà signé des protocoles d'accord pour des projets similaires sans, pour l'instant, aucun signe de concrétisation.

Libéria

Lors de son discours sur l'état de la Nation, le Président George Weah a noté des progrès dans la mobilisation des ressources internes.

[Lors de son allocution](#) le Président libérien a affirmé que les revenus collectés par l'Etat en 2018 ont atteint 480,6 MUSD, soit une hausse de 5,7% (+26,6 MUSD) par rapport à 2017. L'appui budgétaire total reçu sur la période de partenaires extérieurs représente huit fois le montant alloué en 2017, soit 38 MUSD. En parallèle, les dépenses ont atteint 502 MUSD, soit près de 68 MUSD de plus que l'année dernière. Par ailleurs, l'aide publique au développement entre janvier et septembre 2018 aurait atteint près de 400 MUSD, dont 70% de dons. Selon le FMI, ces flux étaient estimés à 648 MUSD sur l'ensemble de l'année 2017, dont 84% de dons. Pour rappel, toujours selon le FMI, l'endettement public du Libéria représentait 34% du PIB en 2017.

Sierra Leone

Lancement d'un code de gouvernance des entreprises.

Le gouvernement de la Sierra Leone a présenté un [code de gouvernance des entreprises](#), une première dans le pays, avec pour objectif d'offrir des orientations aux acteurs économiques et ainsi favoriser un environnement des affaires stable. Des acteurs issus du secteur public, privé et de la société civile ont contribué à la conception du document, en partenariat avec la Société financière internationale (groupe Banque mondiale). Lors de sa présentation, le vice-Président de la République, Mohamed Juldeh Jalloh, a également annoncé le lancement prochain d'un [conseil des investissements](#), présidé par le Président de la République, qui aura pour mission de suivre les projets d'investissement dans le pays. Pour rappel, la Sierra Leone est 163^{ème} sur 190 pays dans le classement [Doing Business 2019](#) de la Banque mondiale sur la facilité de faire des affaires.

Le taux de pénétration internet s'élève à 13%.

Selon Bakar Tarawally, le directeur de la communication du ministère de l'Information et de la Communication, seulement [13% de la population sierra léonaise a accès à Internet](#) malgré la connexion du pays au câble sous-marin [Africa Coast to Europe \(ACE\)](#). Selon la Sierra Leone Cable Company (SALCAB), la demande des opérateurs télécoms pour la fibre optique demeurerait faible freinant ainsi l'extension du réseau. Pour rappel, ACE est un projet de câble sous-marin lancé par l'opérateur français Orange avec un consortium de 19 acteurs des télécoms africains dont la SALCAB, qui relie la France à l'Afrique du Sud en connectant l'ensemble des pays côtiers intermédiaires. D'une valeur de 700 MUSD et posé sur une longueur de 17 000 km par les navires d'Alcatel Submarine Networks et d'Orange Marine, il est en service depuis 2012. A noter, selon la Banque mondiale 20% de la population de la Sierra Leone avait accès à l'électricité en 2016.

Retrouvez ces informations et nos alertes au quotidien sur Twitter !

 [@FR Eco Nigeria](#)

Clause de non-responsabilité – Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.